

La part de sources d'énergie renouvelables ou de chaleur résiduelle dans le flux entrant du système de chauffage/refroidissement urbain est calculée à l'aide d'un formulaire disponible sur le site web de l'Agence flamande de l'Energie. La part est déterminée sur la base de la production annuelle d'énergie escomptée. L'Agence flamande de l'Energie établit le formulaire, sur la base de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 9 septembre 2016 relatif à la fourniture de chaleur externe et portant la modification de divers arrêtés ministériels dans le cadre de la réglementation de la performance énergétique.

Art. 14. Si l'installation pour l'utilisation de chaleur résiduelle comporte une pompe à chaleur, aucune aide ne peut être accordée pour la partie de la pompe à chaleur entrant en considération pour l'aide visée à l'article 6.4.1/5, § 1^{er}, 8°, de l'arrêté relatif à l'Energie.

Une aide ne peut être accordée qu'aux pompes à chaleur répondant à l'article 5, 8°, b), de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2016 fixant les modalités, exigences techniques et montants des primes, accompagnements de parcours et projets de rénovation collective, visés aux articles 6.4.1/1, 6.4.1/1/1, 6.4.1/1/2, 6.4.1/1/3, 6.4.1/1/4, 6.4.1/5, 6.4.1/9 et 6.4.1/9/1 de l'arrêté sur l'Energie du 19 novembre 2010.

Art. 15. Conformément à l'article 7.6.2, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010, aucune aide n'est accordée à la production de biométhane à partir de cultures vivrières lorsque le biométhane est utilisé comme biocarburant. Les biocarburants produits à partir de cultures vivrières sont les biocarburants produits à partir de céréales et d'autres plantes riches en amidon, sucrières ou oléagineuses et à partir de cultures cultivées en tant que cultures principales essentiellement à des fins de production d'énergie sur des terres agricoles. Les plantes riches en amidon sont les plantes comprenant principalement des céréales (indépendamment du fait qu'on utilise les graines seules ou la plante entière, comme dans le cas du maïs vert), des tubercules et des racines comestibles (tels que les pommes de terre, les topinambours, les patates douces, le manioc et l'igname), ainsi que des cormes (tels que le taro et le cocoyam).

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 janvier 2017.

Le ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie,
B. TOMMELEIN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/10274]

14 DECEMBRE 2016. — Décret-programme portant diverses mesures relatives à l'Audiovisuel et aux Médias, aux Affaires générales, aux Fonds budgétaires, aux Infrastructures culturelles, à la Culture, à l'Enfance, aux Bâtiments scolaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'Audiovisuel et aux Médias

Article 1^{er}. A l'article 2 du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire, tel que modifié par les décrets du 5 juin 2008 et 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le § 1^{er} est abrogé;
- 2° dans le § 2, les mots « Le Centre est chargé » sont remplacés par les mots « Le Centre de l'aide à la presse, ci-après dénommé Le Centre, est chargé de la gestion »;
- 3° les termes « § 2 » sont supprimés.

Art. 2. - Dans l'article 4 du même décret, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Les crédits annuellement réservés aux aides à la presse écrite quotidienne francophone sont de 6 200 000 EUR. ».

Art. 3. - A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Le Gouvernement octroie les aides aux Entreprises de presse qui adressent une demande écrite et motivée auprès du Centre avant le 1^{er} juin de l'année civile en cours pour le soutien d'un titre de presse quotidienne ou d'un groupe de titres. »;
- 2° dans le § 2, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Le Gouvernement octroie également les aides aux groupements d'entreprises de presse qui adressent une demande écrite et motivée auprès du Centre avant le 1^{er} juin de l'année civile en cours pour la couverture du coût de l'adaptation aux technologies modernes de communication des titres de presse quotidienne ou groupes de titres édités par leurs membres ou de programmes originaux d'incitation à la lecture du journal, de formation du lecteur à la citoyenneté et d'éducation aux médias. ».

Art. 4. - Dans les articles 8 (§ 1^{er}, première phrase), 9 (première phrase), 10 (première, 2^{ème} et 3^{ème} phrases), 11 (première phrase) et 13 (première phrase) du même décret, les mots « des sommes versées au Centre » sont chaque fois remplacés par les mots « des crédits visés à l'article 4 ».

TITRE II. — Dispositions relatives aux affaires généralesCHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux organismes d'intérêt public*

Art. 5. Les articles 1 à 4 du décret-programme du 17 juillet 1998 portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au budget et à la comptabilité*

Art. 6. Les dispositions de l'article 73 alinéa deux du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les comptes annuels des services administratifs à comptabilité autonome sont joints, dans une forme agrégée, au compte général certifié par la Cour conformément à l'article 44, paragraphe 1^{er}, alinéa deux, et approuvés par une mention figurant dans le décret portant approbation du compte général visé à l'article 44, paragraphe 2. ».

TITRE III. — Disposition relative aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française

Art. 7. Le Fonds 22 tel que repris au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe 1 du présent décret.

TITRE IV. — Disposition relative aux infrastructures culturelles

Art. 8. Dans la limite des crédits disponibles de la division organique 15 du budget des dépenses, le Gouvernement peut octroyer un subside à l'asbl « Le Palace » pour les parachèvements et les équipements du Cinéma « Le Palace » à Bruxelles.

TITRE V. — Dispositions relatives à la CultureCHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 9. Pour l'année civile 2017, est soumis à une réduction de 1% et est identique au montant octroyé en 2016, le montant des subventions inscrites dans les conventions ou contrat-programmes des opérateurs qui sans être soumis au décret régissant ce secteur, évoluent dans l'un des secteurs suivants :

- 1° des musées et autres institutions muséales;
- 2° professionnel des Arts de la scène;
- 3° de l'action associative dans le champ de l'Education permanente;
- 4° des centres d'archives privées;
- 5° des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;
- 6° des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité;
- 7° des centres culturels;
- 8° des arts plastiques.

Art. 10. § 1^{er}. Pour l'année 2017, le Gouvernement n'opère aucune nouvelle reconnaissance ou nouvel agrément sur la base des décrets suivants :

- 1° le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;
- 2° le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique.

§ 2. Le Gouvernement reconnaît, à leur demande, durant l'année 2017 les centres culturels déjà reconnus sur base du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels, moyennant la poursuite des seules subventions octroyées avant cette reconnaissance par dérogation aux dispositions du décret du 21 novembre 2013 relatifs aux centres culturels.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux musées et autres institutions muséales reconnues en vertu du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales*

Art. 11. A l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, les termes « pour l'année civile 2015 et pour l'année civile 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

Art. 12. A l'article 11, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, les termes « pour l'année civile 2015 et pour l'année civile 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

Art. 13. A l'article 13, § 4, alinéa 2, du même arrêté, les termes « pour l'année civile 2015 et pour l'année civile 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène*

Art. 14. A l'article 35, alinéa 2, du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, les termes « en 2015 et en 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique*

Art. 15. A l'article 4, alinéa 2, du décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique, les termes « pour l'année 2015 et pour l'année 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant le décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres Culturels*

Art. 16. A l'article 106, § 4, du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres Culturels, les termes « pour l'année civile 2015 et l'année civile 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques*

Art. 17. A l'article 8, alinéa 2, du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques, les termes « en 2015 et en 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives au développement des pratiques de lecture*SECTION I^{re}. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques*

Art. 18. L'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisée par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'évaluation du plan quinquennal a lieu :

- 1° à l'issue de la septième année de son exécution pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2011 et pour l'évaluation du plan reprenant les objectifs d'action et de programmation visés à l'article 19, § 3, pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} janvier 2011;
- 2° à l'issue de la sixième année de son exécution pour les opérateurs dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2012;
- 3° à l'issue de la période de 5 ans et six mois pour les opérateurs du Service public de la lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} juillet 2012;
- 4° à l'issue de la cinquième année de son exécution pour les opérateurs dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2013. ».

Art. 19. L'article 15, alinéa 3, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'article 15, alinéa 2, c°, la décision du Gouvernement sur le maintien de la reconnaissance intervient au terme de la période quinquennale prolongée :

- 1° de trois ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2011;
- 2° de trois ans pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} janvier 2011;
- 3° de deux ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2012 et pour ceux dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} juillet 2012;
- 4° de un an pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2013. ».

Art. 20. A l'article 21, alinéa 4, du même décret, les termes « pour l'année 2015 et pour l'année 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

SECTION II. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques*

Art. 21. A l'article 44, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les termes « pour l'année 2015 et pour l'année 2016 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité*

Art. 22. A l'article 49, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de Centres d'expression de créativité et des Centres d'expression et de créativité, les mots « de 8 ans » sont remplacés par « de 9 ans ».

Art. 23. A l'article 49, alinéa 2, du même décret, les mots « en 2012, 2013, 2014, 2015 et en 2016 » sont remplacés par les mots « de 2012 à 2017 ».

Art. 24. Au chapitre VIII du même décret, il est inséré un article 51/3 rédigé comme suit :

« Art. 51/3. A partir du 1^{er} janvier 2017, les associations reconnues bénéficient, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, de minimum 80% de la subvention forfaitaire annuelle de fonctionnement et d'activités prévue aux articles 30, alinéa 1^{er}, 1°, 31, alinéa 1^{er}, 1°, et 32, alinéa 1^{er}, 1°, selon qu'il s'agit d'un centre d'expression et de créativité, d'une fédération représentative de centres d'expression et de créativité ou d'une fédération de pratique artistique en amateur.

Toutefois, si en application de l'article 51 et de l'article 13, § 2, du décret programme du 14 juillet 2015 portant diverses mesures relatives à l'enseignement obligatoire, à la Culture, à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à la garantie de la Communauté française, les associations visées à l'alinéa 1^{er} bénéficient de plus de 80% de la subvention forfaitaire et annuelle de fonctionnement et d'activités prévue aux articles 30, alinéa 1^{er}, 31, alinéa 1^{er}, 1°, et 32, alinéa 1^{er}, 1°, elles continuent à bénéficier de ce montant à titre de subvention de fonctionnement et d'activités. ».

TITRE VI. — Dispositions relatives à l'Enfance**CHAPITRE I^{er}.** — *Dispositions modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française*

Art. 25. A l'article 18 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, les mots « 31 décembre 2016 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2017 ».

Art. 26. A l'article 19 du même décret, les mots « jusqu'au 31 décembre 2016 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 ».

TITRE VII. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 27. A l'article 5, § 2, du décret du 5 février 1990 relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le point 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° en 2016, une dotation exceptionnelle de 4.378.000 EUR afin de financer 100% des projets visant :

- a) à renforcer rapidement la capacité d'accueil soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante; soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement,
- b) le maintien de la capacité d'accueil à concurrence de maximum 6 % des montants octroyés.

Ces projets doivent concerner des établissements situés dans des zones ou partie de zone d'enseignement en forte tension démographique précisées dans les listes établies par le Gouvernement conformément à l'article *2bis* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; ».

Art. 28. A l'article 5, § 2, du même décret il est ajouté un point 12° libellé comme suit :

« 12° en 2017, une dotation exceptionnelle de 4.378.000 EUR afin de financer 100% des projets visant :

- a) à renforcer rapidement la capacité d'accueil soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante; soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement,
- b) le maintien de la capacité d'accueil à concurrence de maximum 6% des montants octroyés.

Ces projets doivent concerner des établissements situés dans des zones ou partie de zone d'enseignement en forte tension démographique précisées dans les listes établies par le Gouvernement conformément à l'article *2bis* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. ».

Art. 29. A l'article 7, § 2, du même décret, il est ajouté un point 7° libellé comme suit :

« 7° en 2017, une dotation exceptionnelle de 7.935.000 EUR. ».

Art. 30. A l'article 7, § 4, du même décret, le point 3° est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« 3° de 100% des projets à hauteur de la dotation exceptionnelle visée à l'article 7, § 2, 6° visant :

- a) à renforcer rapidement la capacité d'accueil soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante; soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement,
- b) le maintien de la capacité d'accueil à concurrence de maximum 6% des montants octroyés.

Ces projets doivent concerner des établissements situés dans des zones ou partie de zone d'enseignement en forte tension démographique précisées dans les listes établies par le Gouvernement conformément à l'article *2bis* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; ».

Art. 31. A l'article 7, § 4, du même décret, il est ajouté un point 4° libellé comme suit :

« 4° de 100% des projets à hauteur de la dotation exceptionnelle visée à l'article 7, § 2, 7° visant :

- a) à renforcer rapidement la capacité d'accueil soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante; soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement,
- b) le maintien de la capacité d'accueil à concurrence de maximum 6% des montants octroyés.

Ces projets doivent concerner des établissements situés dans des zones ou partie de zone d'enseignement en forte tension démographique précisées dans les listes établies par le Gouvernement conformément à l'article *2bis* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. ».

Art. 32. A l'article 9, § 2, du même décret, il est ajouté un point 6° libellé comme suit :

« 6° en 2017, une dotation exceptionnelle de 7.687.000 EUR. ».

Art. 33. A l'article 9, § 4, du même décret, le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° le paiement des subventions à 100% des projets de l'enseignement libre subventionné à hauteur de la dotation exceptionnelle visée à l'article 9, § 2, 5°. visant :

- a) à renforcer rapidement la capacité d'accueil, soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante, soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement,
- b) le maintien de la capacité d'accueil à concurrence de maximum 6% des montants octroyés.

Ces projets doivent concerner des établissements situés dans des zones ou partie de zone d'enseignement en forte tension démographique précisées dans les listes établies par le Gouvernement conformément à l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; ».

Art. 34. A l'article 9, § 4, du même décret, il est ajouté un point 6° libellé comme suit :

« 6° le paiement des subventions à 100% des projets de l'enseignement libre subventionné à hauteur de la dotation exceptionnelle visée à l'article 9, § 2, 6°visant :

- a) à renforcer rapidement la capacité d'accueil, soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante, soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement,
- b) le maintien de la capacité d'accueil à concurrence de maximum 6% des montants octroyés.

Ces projets doivent concerner des établissements situés dans des zones ou partie de zone d'enseignement en forte tension démographique précisées dans les listes établies par le Gouvernement conformément à l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice. ».

Art. 35. Au premier alinéa de l'article 10 § 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, il est inséré une formule « et 6° », entre les formules « visées à l'article 9, § 4, 4°, » et « sous réserve des dispositions du décret du 24 juin 1996 ».

TITRE VIII. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports de cours

Art. 36. A l'article 2, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. La Communauté française contribue à établir la gratuité des supports de cours en octroyant aux institutions universitaires, aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts des allocations annuelles complémentaires aux avantages et subsides sociaux.

À cette fin, un montant de 1.012.000 EUR est alloué en 2016.

À partir de l'année 2017, le montant des allocations annuelles est indexé chaque année en adaptant le montant définitif obtenu pour l'année précédant l'année budgétaire concernée aux variations de l'indice des prix à la consommation (IPC) selon la formule : IPC de janvier de l'année budgétaire concernée / IPC de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur

Art. 37. À l'article 35, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « À partir de l'année 2017, le montant visé à l'alinéa premier est indexé chaque année en adaptant le montant définitif obtenu pour l'année précédant l'année budgétaire concernée aux variations de l'indice des prix à la consommation (IPC) selon la formule : IPC de janvier de l'année budgétaire concernée / IPC de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 relatif au paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Art. 38. L'article 27 est complété par l'alinéa rédigé comme suit : « À partir de l'année 2017, le montant de l'allocation annuelle de fonctionnement est indexé chaque année en adaptant le montant définitif obtenu pour l'année précédant l'année budgétaire concernée aux variations de l'indice santé (IS) selon la formule : IS de décembre de l'année budgétaire concernée / IS de décembre de l'année budgétaire précédente. ».

Art. 39. L'article 56 est complété par l'alinéa suivant : « À partir de l'année 2017, le montant de l'allocation annuelle est indexé chaque année en adaptant le montant définitif obtenu pour l'année précédant l'année budgétaire concernée aux variations de l'indice santé (IS) selon la formule : IS de décembre de l'année budgétaire concernée / IS de décembre de l'année budgétaire précédente. ».

CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 40. À l'article 29, § 4, alinéa premier, les mots « des prix à la consommation » sont supprimés.

CHAPITRE V. — Dispositions modifiant le décret du 19 décembre 2002 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le fonds écuriel de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires, le Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux

Art. 41. L'article 10 est complété par l'alinéa suivant : « À partir de l'année 2017, le montant de la subvention annuelle est indexé chaque année en adaptant le montant définitif obtenu pour l'année précédant l'année budgétaire concernée à la variation de l'indice des prix à la consommation. ».

CHAPITRE VI. — Dispositions modifiant la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés

Art. 42. L'article 2, alinéa 4, est complété comme suit :

« A partir de l'année budgétaire 2017, les montants de la subvention annuelle par étudiant sont calculés en adaptant les montants définitifs obtenus pour l'année précédant l'année budgétaire concernée aux variations de l'indice des prix à la consommation (IPC) selon la formule suivante : IPC de janvier de l'année budgétaire concernée / IPC de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

CHAPITRE VII. — Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la recherche scientifique

Art. 43. L'article 1^{er} est complété comme suit : « À partir de l'année 2017, le montant de la subvention est calculé en adaptant le montant définitif de la subvention de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée / IS de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

Art. 44. L'article 8 est complété comme suit : « À partir de l'année 2017, le montant des subventions est calculé en adaptant le montant définitif des subventions de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée / IS de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

Art. 45. L'article 11 est complété comme suit : « À partir de l'année 2017, le montant de la subvention est calculé en adaptant le montant définitif de la subvention de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée / IS de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

Art. 46. L'article 15 est complété comme suit : « À partir de l'année 2017, le montant de la subvention est calculé en adaptant le montant définitif de la subvention de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée / IS de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 30 janvier 2014
relatif au financement de la Recherche dans les universités*

Art. 47. L'article 1^{er} est complété comme suit : « À partir de l'année 2017, le montant de la subvention est calculé en adaptant le montant définitif de la subvention de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée / IS de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

Art. 48. L'article 5 est complété comme suit : « À partir de l'année 2017, le montant de la subvention est calculé en adaptant le montant définitif de la subvention de l'année précédant l'année budgétaire concernée à l'indice santé (IS) selon la formule : IS de janvier de l'année budgétaire concernée / IS de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

TITRE IX. — Dispositions finales

Art. 49. Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2017, à l'exception des articles 8, 27, 30 et 33, qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2016.

ANNEXE

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
22. Fonds pour l'octroi de prêts aux libraires ou aux associations de librairies (B)	Remboursements de prêts octroyés par la Communauté française à des librairies ou associations de librairies, en application de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française fixant les modalités de l'aide à la librairie dans la Communauté française du 23 octobre 1991, tel que modifié.	Octroi de prêts sans intérêts et de subsides aux librairies, aux associations de librairies ou à leurs associations professionnelles en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités de l'aide à la librairie dans la Communauté française du 23 octobre 1991, tel que modifié.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 14 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2016-2017

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 366-1. – Avis des commissions, n° 366-2 à 366-4 – Amendements de commission, n° 366-5 - Rapport, n° 366-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 14 décembre 2016.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/10274]

14 DECEMBER 2016. — Programmadecreet houdende diverse maatregelen betreffende de audiovisuele sector en media, de algemene zaken, de begrotingsfondsen, de culturele infrastructuur, cultuur, het kind, de schoolgebouwen, het hoger onderwijs en het onderzoek

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de Audiovisuele Sector en Media

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladpers en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladpers in het schoolmilieu, zoals gewijzigd door de decreten van 5 juni 2008 en 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° § 1 wordt opgeheven;
- 2° in § 2 worden de woorden “Het Centrum is belast met” vervangen door de woorden “Het Centrum voor steun aan de geschreven pers van de Franse Gemeenschap, hierna het Centrum is belast met”;
- 3° de woorden “§ 2” worden geschrapt.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde decreet, wordt de eerste zin vervangen door hetgeen volgt: “De jaarlijks toegekend kredieten voor de steun aan de Franstalige dagelijkse geschreven pers bedragen 6 200 000 euro.”.

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, wordt de eerste zin vervangen door hetgeen volgt :
“De Regering kent de steun aan de Persondernemingen toe die aan het Centrum een schriftelijke en met redenen omklede aanvraag toesturen vóór 1 juni van het lopend burgerlijk jaar voor de steun aan een dagbladperstitel of een titelgroep.”;
- 2° in § 2, wordt de eerste zin vervangend door hetgeen volgt :
“Ook kent de Regering de steun aan de groeperingen persondernemingen die aan het Centrum een geschreven en met redenen omklede aanvraag toesturen vóór 1 juni van het lopend burgerlijk jaar voor het dekken van de kosten voor de aanpassing aan de moderne communicatietechnologieën van de dagbladpers-titels en titelgroepen uitgegeven door hun leden of originele programma’s voor de aanmoediging tot het lezen van de krant, de vorming van de lezer inzake burgerschap en media-opvoeding.”.

Art. 4. In de artikelen 8 (§ 1, eerste zin), 9 (eerste zin), 10 (eerste, tweede en derde zinnen), 11 (eerste zin) en 13 (eerste zin) van hetzelfde decreet, worden de woorden “de bedragen gestort aan het Centrum” telkens vervangen door de woorden “de kredieten bedoeld bij artikel 4”.

TITEL II. — Bepalingen inzake algemene zaken**HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de instellingen van openbaar nut**

Art. 5. De artikelen 1 tot 4 van het programmadecreet van 17 juli 1998 houdende diverse maatregelen inzake budgettair beheer, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en gezondheidspromotie, worden opgeheven.

Bepalingen betreffende de begroting en de comptabiliteit

Art. 6. De bepalingen van artikel 73, tweede lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden vervangen door de volgende bepalingen :

“De jaarlijkse rekeningen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie worden gevoegd in geaggregeerde vorm bij de algemene rekening die door het Hof werd echt verklaard overeenkomstig artikel 44, paragraaf 1, tweede lid, en goedgekeurd door een vermelding opgenomen in het decreet tot goedkeuring van de algemene rekening bedoeld bij artikel 44, paragraaf 2.”.

TITEL III. — Bepaling betreffende de begrotingsfondsen opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap

Art. 7. Het Fonds 22 zoals opgenomen in de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd als bijlage 1 bij dit decreet.

TITEL IV. — Bepaling betreffende de culturele infrastructuur

Art. 8. Binnen de perken van de beschikbare kredieten van de organisatie-afdeling 15 van de uitgavenbegroting, kan de Regering een subsidie toekennen aan de vzw “Le Palace” voor de voltooiing en de uitrustingen van de Cinéma “Le Palace” te Brussel.

TITEL V. — Bepalingen betreffende Cultuur**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

Art. 9. Voor het burgerlijk jaar 2017, wordt onderworpen aan een vermindering van 1% en blijft identiek met het bedrag toegekend in 2016, het bedrag van de subsidies opgenomen in de overeenkomsten of de programmaovereenkomsten van de operatoren die, zonder onderworpen te zijn aan het decreet tot regeling van deze sector, in één van de volgende sectoren werkzaam zijn :

- 1° musea en andere museale instellingen;
- 2° professionelen van de Podiumkunsten;
- 3° de verenigingsactie op het gebied van de Permanente Opvoeding;
- 4° de private archiefcentra;
- 5° de leespraktijken georganiseerd door het openbare net voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

- 6° de federaties voor amateurkunstpraktijken, de federaties van expressie en creativiteitscentra en de expressie en creativiteitscentra;
- 7° culturele centra;
- 8° beeldende kunsten.

Art. 10. § 1. Voor het jaar 2017, gebeurt er geen nieuwe erkenning op basis van de volgende decreten :

- 1° het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;
- 2° het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België.

§ 2. De Regering erkent, op hun aanvraag, gedurende het jaar 2017 de culturele centra die reeds erkend werden op basis van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, mits de verlenging van de enige subsidies toegekend vóór deze erkenning in afwijking van de bepalingen van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de musea en andere museale instellingen erkend krachtens het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen

Art. 11. In artikel 8, vierde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, worden de woorden “voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017”.

Art. 12. In artikel 11, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017”.

Art. 13. In artikel 13, § 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017”.

HOOFDSTUK III. — Bepaling tot wijziging van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

Art. 14. In artikel 35, tweede lid, van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, worden de woorden “in 2015 en in 2016” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017”.

HOOFDSTUK IV. — Bepaling houdende wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België

Art. 15. In artikel 4, tweede lid, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België, worden de woorden “voor het jaar 2015 en voor het jaar 2016” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017”.

HOOFDSTUK V. — Bepaling houdende wijziging van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra

Art. 16. In artikel 106, § 4, van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra, worden de woorden “voor het burgerlijk jaar 2015 en voor het burgerlijk jaar 2016” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017”.

HOOFDSTUK VI. — Bepaling houdende wijziging van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten

Art. 17. In artikel 8, tweede lid, van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten, worden de woorden “in 2015 en in 2016” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017”.

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen betreffende de ontwikkeling van leespraktijken

Afdeling I. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

Art. 18. Artikel 14, § 1, tweede lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“In afwijking van het eerste lid, vindt de evaluatie van het vijfjarenplan plaats :

- 1° op het einde van het zevende jaar van zijn uitvoering, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning uitwerking had op 1 januari 2011 en voor de evaluatie van het plan met de actie- en programmatiedoelstellingen bedoeld bij artikel 19, § 3, voor de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector en waarvan de programmaovereenkomst uitwerking heeft sinds 1 januari 2011;
- 2° op het einde van het zesde jaar van zijn uitvoering, voor de operatoren van wie de erkenning uitwerking heeft genomen met ingang van 1 januari 2012;
- 3° op het einde van de periode van vijf jaar en zes maanden voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening van wie de erkenning uitwerking heeft genomen met ingang van 1 juli 2012;
- 4° op het einde van het vijfde jaar van zijn uitvoering, voor de operatoren van wie de erkenning uitwerking heeft genomen met ingang van 1 januari 2013. “.

Art. 19. Artikel 15, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“In afwijking van artikel 15, tweede lid, c°, vindt de beslissing van de Regering over het behoud van de erkenning plaats op het einde van de vijfjarenperiode, die verlengd wordt met :

- 1° drie jaar, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening van wie de erkenning uitwerking had op 1 januari 2011;
- 2° drie jaar, voor de vereniging die de bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, die erkend is krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector en waarvan de programmaovereenkomst uitwerking heeft sinds 1 januari 2011;

- 3° twee jaar, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare leatuurvoorziening van wie de erkenning uitwerking had op 1 januari 2012;
- 4° één jaar, voor de operatoren van de Openbare dienst voor openbare leatuurvoorziening van wie de erkenning uitwerking had op 1 januari 2013. "

Art. 20. In artikel 21, vierde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "voor het jaar 2015 en voor het jaar 2016" vervangen door de woorden "voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017".

Afdeling II. — Bepaling houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare leatuurvoorziening en de openbare bibliotheken

Art. 21. In artikel 44, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare leatuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden "voor het jaar 2015 en voor het jaar 2016" vervangen door de woorden "voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017".

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit*

Art. 22. In artikel 49, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit, worden de woorden "8 jaar" vervangen door de woorden "9 jaar".

Art. 23. In artikel 49, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "in 2012, 2013, 2014, 2015 en 2016" vervangen door de woorden "van 2012 tot 2017".

Art. 24. In hoofdstuk VIII van hetzelfde decreet, wordt een artikel 51/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 51/3. Vanaf 1 januari 2017, genieten de erkende verenigingen, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, minimum 80% van de jaarlijkse forfaitaire werkings- en activiteitensubsidie bedoeld bij de artikelen 30, eerste lid, 1°, 31, eerste lid, 1° en 32, eerste lid, 1°, naargelang het om een centrum voor expressie en creativiteit, een federatie die centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigt of een federatie voor amateuristische kunstbeoefening.

Nochtans, indien bij toepassing van artikel 51 en artikel 13, § 3, van het programmadecreet van 14 juli 2015 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, Cultuur, de ARES (*Académie de recherche et d'enseignement supérieur* - Academie voor onderzoek en hoger onderwijs), de financiering van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en de waarborg van de Franse Gemeenschap, de bij het eerste lid bedoelde verenigingen meer dan 80% van de jaarlijkse forfaitaire werkings- en activiteitensubsidie bedoeld bij de artikelen 30, eerste lid, 1°, 31, eerste lid, 1° en 32, eerste lid, 1°, genieten, blijven ze dit bedrag genieten als werkings- en activiteitensubsidie."

TITEL VI. — Bepalingen betreffende het Kind

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap.*

Art. 25. In artikel 18 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, worden de woorden "31 december 2016" vervangen door de woorden "31 december 2017".

Art. 26. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de woorden "tot 31 december 2016" vervangen door de woorden "tot 31 december 2017".

TITEL VII. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

Art. 27. In artikel 5, § 2, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt punt 6° vervangen als volgt :

"6° in 2016, een uitzonderlijke dotatie van 4.378.000 EURO om 100% van de projecten te financieren :

- a) voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet bestemd was voor een school om dit geschikt te maken voor het onderwijs;
- b) het behoud van het opvangvermogen naar rata van hoogstens 6% van de toegekende bedragen.

Die projecten moeten betrekking hebben op de inrichtingen die gelegen zijn in onderwijszones of delen van onderwijszones die een grote demografische druk kennen, vastgesteld in de lijsten die door de Regering werden opgesteld overeenkomstig artikel 2 bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;"

Art. 28. In artikel 5, § 2, van hetzelfde decreet wordt een punt 12° toegevoegd, luidend als volgt :

"12° in 2017, een uitzonderlijke dotatie van 4.378.000 EURO om 100% van de projecten te financieren :

- a) voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet bestemd was voor een school om dit geschikt te maken voor het onderwijs;
- b) het behoud van het opvangvermogen naar rata van hoogstens 6% van de toegekende bedragen.

Die projecten moeten betrekking hebben op de inrichtingen die gelegen zijn in onderwijszones of delen van onderwijszones die een grote demografische druk kennen, vastgesteld in de lijsten die door de Regering werden opgesteld overeenkomstig artikel 2 bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;"

Art. 29. In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt :

"7° in 2017, een uitzonderlijke dotatie van 7.935.000 EURO."

Art. 30. In artikel 7, § 4, van hetzelfde decreet wordt punt 3° geschrapt en vervangen als volgt :

“3° van 100% van de projecten op het niveau van de uitzonderlijke dotatie bedoeld in artikel 7, § 2, 6 :

- a) voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet bestemd was voor een school om dit geschikt te maken voor het onderwijs;
- b) voor het behoud van het opvangvermogen naar rata van hoogstens 6% van de toegekende bedragen.

Die projecten moeten betrekking hebben op de inrichtingen die gelegen zijn in onderwijszones of delen van onderwijszones die een grote demografische druk kennen, vastgesteld in de lijsten die door de Regering werden opgesteld overeenkomstig artikel 2 bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;”.

Art. 31. In artikel 7, § 4, van hetzelfde decreet wordt een punt 4° toegevoegd, luidend als volgt :

“4° van 100% van de projecten op het niveau van de uitzonderlijke dotatie bedoeld in artikel 7, § 2, 7° :

- a) voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet bestemd was voor een school om dit geschikt te maken voor het onderwijs;
- b) voor het behoud van het opvangvermogen naar rata van hoogstens 6° van de toegekende bedragen.

Die projecten moeten betrekking hebben op de inrichtingen die gelegen zijn in onderwijszones of delen van onderwijszones die een grote demografische druk kennen, vastgesteld in de lijsten die door de Regering werden opgesteld overeenkomstig artikel 2 bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;”.

Art. 32. In artikel 9, § 2, van hetzelfde decreet wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

“6° in 2017, een uitzonderlijke dotatie van 7.687.000 EURO.”.

Art. 33. In artikel 9, § 4, van hetzelfde decreet wordt punt 5° vervangen als volgt :

“5° de betaling van subsidies ten belope van 100% van de projecten van het gesubsidieerd vrij onderwijs op het niveau van de uitzonderlijke dotatie bedoeld in artikel 9, § 2, 5° :

- a) voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet bestemd was voor een school om dit geschikt te maken voor het onderwijs;
- b) voor het behoud van het opvangvermogen naar rata van hoogstens 6% van de toegekende bedragen.

Die projecten moeten betrekking hebben op de inrichtingen die gelegen zijn in onderwijszones of delen van onderwijszones die een grote demografische druk kennen, vastgesteld in de lijsten die door de Regering werden opgesteld overeenkomstig artikel 2 bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;”.

Art. 34. In artikel 9, § 4, van hetzelfde decreet wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

“6° de betaling van de subsidies ten belope van 100% van de projecten van het gesubsidieerd vrij onderwijs op het niveau van de uitzonderlijke dotatie bedoeld in artikel 9, § 2, 6° :

- a) voor de snelle versterking van het opvangvermogen door uitbreiding of nieuwe configuratie van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet bestemd was voor een school om dit geschikt te maken voor het onderwijs;
- b) voor het behoud van het opvangvermogen naar rata van hoogstens 6% van de toegekende bedragen.

Die projecten moeten betrekking hebben op de inrichtingen die gelegen zijn in onderwijszones of delen van onderwijszones die een grote demografische druk kennen, vastgesteld in de lijsten die door de Regering werden opgesteld overeenkomstig artikel 2 bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;”.

Art. 35. In het eerste lid van artikel 10, § 5, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een formule “en 6°” ingevoegd tussen de formules “bedoeld in artikel 9, § 4, 4°,” en “onder voorbehoud van de bepalingen van het decreet van 24 juni 1996”.

TITEL VIII. — Bepalingen betreffende het hoger onderwijs en het onderzoek

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursusdragers

Art. 36. In artikel 2 wordt § 1 vervangen als volgt :

“§ 1. De Franse Gemeenschap draagt bij tot de kosteloosheid van de cursusdragers door het toekennen aan de universitaire instellingen, de hogescholen en de hogere kunstscholen van jaarlijkse toelagen die de sociale voordelen en subsidies aanvullen.

Daartoe wordt een bedrag van 1.012.000 EURO in 2016 toegekend.

Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de jaarlijkse toelagen jaarlijks geïndexeerd door het definitieve bedrag dat bekomen wordt voor het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen (CPI) volgens de volgende formule : CPI van januari van het betrokken begrotingsjaar/CPI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs*

Art. 37. In artikel 35 wordt het tweede lid vervangen als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag bedoeld in het eerste lid jaarlijks geïndexeerd door het definitieve bedrag dat bekomen wordt voor het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen (CPI) volgens de formule : CPI van januari van het betrokken begrotingsjaar / CPI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies*

Art. 38. Artikel 27 wordt aangevuld als volgt : “ Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de jaarlijkse werkingstoelage jaarlijks geïndexeerd door het definitieve bedrag dat bekomen wordt voor het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de schommelingen van de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van december van het betrokken begrotingsjaar / GI van december van het vorige begrotingsjaar.”.

Art. 39. Artikel 56 wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de jaarlijkse toelage jaarlijks geïndexeerd door het definitieve bedrag dat bekomen wordt voor het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de schommelingen van de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van december van het betrokken begrotingsjaar / GI van december van het vorige begrotingsjaar.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling*

Art. 40. In artikel 29, § 4, eerste lid, worden de woorden “van de consumptieprijzen” geschrapt.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 19 december 2002 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het « Fonds Ecoreuil » van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het « Centre hospitalier universitaire de Liège », de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheids promotie op school, het onderwijs en het « Centre technique horticole de Gembloux »*

Art. 41. Artikel 10 wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de jaarlijkse subsidie jaarlijks geïndexeerd door het definitieve bedrag dat bekomen wordt voor het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen*

Art. 42. Artikel 2, vierde lid, wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het begrotingsjaar 2017 worden de bedragen van de jaarlijkse subsidie per student berekend door de definitieve bedragen die bekomen worden voor het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen (CPI) volgens de volgende formule : CPI van januari van het betrokken begrotingsjaar / CPI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique.*

Art. 43. Artikel 1 wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de subsidie berekend door het definitieve bedrag van de subsidie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van januari van het betrokken begrotingsjaar / GI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

Art. 44. Artikel 8 wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de subsidies berekend door het definitieve bedrag van de subsidies van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van januari van het betrokken begrotingsjaar / GI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

Art. 45. Artikel 11 wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de subsidie berekend door het definitieve bedrag van de subsidie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van januari van het betrokken begrotingsjaar / GI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

Art. 46. Artikel 15 wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de subsidie berekend door het definitieve bedrag van de subsidie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van januari van het betrokken begrotingsjaar / GI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten*

Art. 47. Artikel 1 wordt aangevuld als volgt : “Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de subsidie berekend door het definitieve bedrag van de subsidie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van januari van het betrokken begrotingsjaar / GI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

Art. 48. Artikel 5 wordt aangevuld als volgt :

“Vanaf het jaar 2017 wordt het bedrag van de subsidie berekend door het definitieve bedrag van de subsidie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar aan te passen aan de gezondheidsindex (GI) volgens de formule : GI van januari van het betrokken begrotingsjaar / GI van januari van het vorige begrotingsjaar.”.

TITEL IX. — *Slotbepalingen*

Art. 49. De bepalingen van dit decreet treden in werking op 1 januari 2017, met uitzondering van de artikelen 8, 27, 30 en 33, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2016.

BIJLAGE

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Doel van de toegelaten uitgaven
22. Fonds voor de toekenning van leningen aan boekhandelaars of aan verenigingen van boekhandelaars (B)	Terugbetalingen van leningen toegekend door de Franse Gemeenschap aan boekhandelaars of verenigingen van boekhandelaars overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de boekhandel in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd.	Toekenning van leningen zonder interesten en van subsidies aan boekhandels, verenigingen van boekhandels of aan hun beroepsverenigingen overeenkomstig het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de boekhandel in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 14 december 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 366-1. Commissieadviezen, nr. 366-2 tot nr. 366-4.- Commissieamendementen, nr. 366-5.- Verslag nr. 366-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 14 december 2016.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2017/10277]

14 DECEMBRE 2016. — Décret portant sur la création d'un Institut de promotion des formations sur l'islam (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I — Définition

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Exécutif des Musulmans de Belgique: l'organe représentatif du culte islamique visé par l'arrêté royal du 15 février 2016 portant reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

2° ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur visée à l'article 18 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

3° Universités et Hautes Ecoles : les établissements visés aux articles 10 et 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

4° Ministre : le ministre de la Communauté française qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

TITRE II — Création et mission de l'Institut

Art. 2. Il est créé un Institut de promotion des formations sur l'islam ci-après dénommé l'Institut. L'Institut est un organisme autonome doté de la personnalité juridique.

Le Gouvernement fixe le siège de l'Institut.

Art. 3. L'Institut a pour mission de :

1. identifier les formations existantes sur l'islam en Communauté française et plus largement en Belgique;
2. proposer, soutenir et financer des formations à destination des imams, des maîtres et professeurs de religion islamique, des conseillers islamiques, des acteurs socioculturels ou tout autre public intéressé par l'islam;
3. assurer la mise en réseau de ces formations;
4. organiser des conférences et des conférences-débats;
5. travailler à la création d'un Bachelier en sciences religieuses et sociales et d'un Master en théologie musulmane;
6. préparer les modifications à apporter aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur;